

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 10/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL LA VALLEE GAUDIN**

LA VALLEE GAUDIN  
22400 Andel

Références : EQ-20250918-01 (INSP)

Code AIOT : 0052200057

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection documentaire réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement EARL LA VALLEE GAUDIN implanté LA VALLEE GAUDIN 22400 Andel. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025 lors d'un courriel sollicitant des documents. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-Contrôle suite à une mise en demeure.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LA VALLEE GAUDIN
- LA VALLEE GAUDIN 22400 Andel
- Code AIOT : 0052200057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

-IED Volailles.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Fertilisation

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 3  | Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 | Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective  | immédiat              |
| 4  | Tenue du cahier d'épandage ( zones vulnérables)   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37   | Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure  | 12 mois immédiat      |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Réalisation d'analyses de sol              | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II | Sans objet        |
| 2  | Déclaration annuelle des flux d'azote      | Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2   | Sans objet        |
| 5  | Equilibre de la fertilisation en phosphore | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38    | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que les rendements prévisionnels sont régulièrement supérieurs à la moyenne des rendements réels des 3 années étudiées.

Une attention particulière devra être portée sur ce point lors des prochaines campagnes.

Néanmoins, la mise en demeure est levée.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Réalisation d'analyses de sol**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En application du c) du 1° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié, toute personne exploitant plus de 3 ha en ZV est tenue de réaliser, chaque année (i.e. dans le cadre de la campagne culturale concernée), une analyse de sol sur au moins un îlot cultural pour une des trois cultures principales exploitées en ZV. Le type d'analyse de sol à réaliser est fixé dans l'arrêté régional fixant le référentiel pour la mise en oeuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée (arrêté référentiel régional). |
| <b>Constats :</b><br><br>Conforme.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 2 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article. |
| <b>Constats :</b><br><br>Conforme.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 3 : Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. |
| <b>Constats :</b><br><br>Conforme sur la base des éléments présentés.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Conforme   |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure  |
| <b>Proposition de délais :</b> immédiat  |

**N° 4 : Tenue du cahier d'épandage ( zones vulnérables)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : |

|  |
|--|
| 1. Les superficies effectivement épandues ;<br>3. Les dates d'épandage ;<br>4. La nature des cultures ;<br>5. Les rendements des cultures ;<br>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;<br>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;<br>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). |
| <b>Constats :</b><br><br>Non conforme vu que :<br>- les rendements prévisionnels sont régulièrement supérieurs à la moyenne des rendements réels des 3 années étudiées.<br>- aucune analyse permettant de valider les coefficients de minéralisation des digestats n'a été transmise à l'inspection.<br>Les détails figurent en annexe confidentielle.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Une attention particulière est demandée à l'avenir sur l'estimation des rendements prévisionnels afin d'éviter tout risque de surfertilisation sur les parcelles .   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure   |
| <b>Proposition de délais :</b> 12 mois pour l'action corrective  |

#### N° 5 : Equilibre de la fertilisation en phosphore

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 28.<br><br>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant :<br>- dans le cas d'un traitement aérobie d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ;<br>- le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ;<br>- les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore.<br><br>Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse.<br><br>L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>Conforme.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

